



Conseil de sécurité

Briefing sur Arménie / Azerbaïdjan (Haut-Karabagh)

New York, le 21 septembre 2023
Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente, Excellences,

Je remercie le Sous-Secrétaire général Jenča de son exposé.

Nous apprécions le fait que cette séance se tienne, en ce moment crucial, en présence de leurs Excellences, les Ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Je voudrais aussi saluer les autres représentantes et représentants de haut niveau.

La Suisse est profondément préoccupée par les opérations militaires lancées par l'Azerbaïdjan en début de semaine. Cette évolution fait peser un fardeau supplémentaire sur la population civile de la région du Haut-Karabagh, qui souffre déjà d'une situation humanitaire très difficile. La Suisse prend note du cessez-le-feu annoncé hier et demande l'arrêt durable des hostilités sur le terrain. Le recours à la force pour résoudre les conflits n'est pas acceptable.

Si les hostilités semblent avoir cessé, la situation reste fragile. En ces heures d'incertitude, les obligations du droit international doivent être soulignées d'autant plus clairement. Le droit international humanitaire et les droits humains, en particulier les droits des minorités, doivent être respectés de manière inconditionnelle. Nous sommes attristés par les rapports faisant état de victimes civiles. La protection de la population civile, des blessés ainsi que des installations médicales reste primordiale.

Nous rappelons en outre que les acteurs humanitaires, dont le CICR, doivent être en mesure de mener à bien leurs missions impartiales et que l'acheminement rapide et sans entrave de l'aide humanitaire à la population dans le besoin doit être facilité. Si nous avons été soulagés par l'évolution positive des convois humanitaires empruntant le corridor de Latchine et la route d'Aghdam en début de semaine - cela a été mentionné par beaucoup d'autres - l'accès doit être maintenu. Nous appelons les parties à respecter leurs obligations découlant, entre autres, de la déclaration trilatérale de novembre 2020 ainsi que des décisions de la Cour internationale de justice.

Madame la Présidente,

Ces jours-ci, nous sommes nombreux à réitérer, au sein des Nations Unies, notre attachement aux principes de la Charte. Pas plus tard qu'hier, notre Président – et beaucoup d'autres – le faisait dans cette chambre-ci. Nous devons veiller à ne pas en rester aux paroles éphémères, mais rechercher l'unité qui nous permet d'agir pour le respect du droit international et en faveur d'un règlement pacifique des différends. Une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan doit être obtenue par la poursuite d'un dialogue à la table des négociations. La paix doit être basée sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, ainsi que sur la protection des droits des minorités.

Il incombe à tous, y compris les acteurs influents dans la région, de s'engager pour le respect du droit international humanitaire et des solutions pacifiques. La Suisse s'engagera pour atteindre cet objectif et se tient à disposition des parties si elles le souhaitent.

Excellences, en faisant écho aux mots du Secrétaire général dans son appel à l'Assemblée générale: Ne renonçons pas à la diplomatie, en ce moment crucial. Il est absolument essentiel que l'Azerbaïdjan et l'Arménie reprennent le processus de paix.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President, Excellencies,

I thank Assistant Secretary-General Jenča for his presentation.

We appreciate the fact that this meeting is being held, at this crucial time, in the presence of their Excellencies the Ministers of Foreign Affairs of Armenia and Azerbaijan. I would also like to welcome the other high-level representatives.

Switzerland is deeply concerned over the military operations launched by Azerbaijan earlier this week. This development places an additional burden on the civilian population of the Nagorno-Karabakh region, which is already suffering a very difficult humanitarian situation. Switzerland takes note of the ceasefire announced yesterday and calls for a lasting halt to hostilities on the ground. The use of force to resolve conflicts is not acceptable.

Although hostilities appear to have ceased, the situation remains fragile. At this time of uncertainty, the obligations of international law must be emphasized all the more clearly. International humanitarian law and human rights, in particular minority rights, must be respected unconditionally. We are saddened by reports of civilian casualties. The protection of the civilian population, the wounded and medical facilities remains paramount.

We also reiterate that humanitarian actors, including the ICRC, must be able to carry out their impartial missions and that the rapid and unimpeded delivery of humanitarian aid to the population in need must be facilitated. While we were relieved by the positive developments in humanitarian convoys using the Lachin corridor and the Aghdam road earlier this week - this was mentioned by many others - access must be sustained. We call on parties to respect their

obligations under the November 2020 Trilateral Declaration and the rulings of the International Court of Justice, among others.

Madam President,

Over the course of the past days, many of us at the United Nations have reiterated our commitment to the principles of the Charter. Just yesterday, our President - and many others - did so in this very room. We must ensure that we do not confine ourselves to fleeting words, but seek the unity that enables us to act in favor of respect for international law and the peaceful settlement of disputes. A lasting peace between Armenia and Azerbaijan must be achieved through continued dialogue at the negotiating table. Peace must be based on respect for sovereignty and territorial integrity, and on the protection of minority rights.

It is incumbent on everyone, including the influential actors in the region, to ensure the respect for international humanitarian law and advance peaceful solutions. Switzerland is committed to achieve this objective and is ready to support the parties if they so wish.

Excellencies, echoing the words of the Secretary-General in his appeal to the General Assembly: Let us not give up on diplomacy at this crucial time. It is absolutely essential that Azerbaijan and Armenia resume the peace process.

I thank you.